



Revue de presse

3 Septembre 2015

Dans l'attente du verdict se rapportant à « l'affaire Jean Pierre », les réactions s'enchaînent pour condamner les violences perpétrées par les Forces de l'ordre sur cet étudiant lors d'une récente manifestation à l'université d'Antananarivo. L'événement survenu lundi dernier a suscité l'indignation d'un certain nombre d'observateurs et a provoqué une vague de dénonciation des brutalités policières dans les médias. Par ailleurs, des thèmes comme le Mémorandum de stabilité ou encore le remaniement du gouvernement ont également eu droit à une couverture conséquente.

### Politique interne

#### DIVERGENCE DE VUES AUTOUR DU MEMORANDUM POUR LA STABILITE

Ce document, sensé apporter la stabilité dans les relations entre les institutions fait déjà l'objet d'avis controversés dans cette période où tous attendent sa concrétisation. Au sein des différentes formations politiques au niveau de l'Assemblée comme à l'extérieur, de par l'avis de différents observateurs de la vie publique, le mémorandum pour la stabilité fait l'objet de grands débats.

- Les députés n'entendent pas signer le document sans poser leur condition. Pour preuve, on retrouve dans **L'Express de Madagascar, La Gazette de la Grande Ile, Les Nouvelles et Madagascar Matin** que les députés posent pour condition de leur adhésion au mémorandum l'octroi de véhicule tout terrain et le règlement des arriérés non payés par le Chef de l'Etat. **La Gazette de la Grande Ile** se veut amplificateur dans son traitement lorsqu'il affirme par rapport à cela que les députés haussent le ton à l'approche de la convocation de la session extraordinaire, car ils n'ont pas reçu leur ticket de carburants depuis le mois de juin. Ajoutant davantage de détails, le journal informe sur l'existence d'une clause relative à cette demande dans l'annexe du document soumis par le Président de la République. (**Les Nouvelles p.2 ; Madagascar Matin p.3 ; La Gazette de la Grande Ile p.5**)
- Selon **L'observateur** le manque de confiance entre les deux institutions se fait fortement sentir. Parlant toujours de « Pacte de Responsabilité », le journal juge que le Président de la République « n'a pas encore totalement confiance en l'Assemblée Nationale malgré les différentes déclarations sur la soi-disant existence de 90 députés qui auraient signé un mémorandum de stabilité ». (**p.3**)
- La scission apparaît au sein des partis, plus particulièrement, au sein du MAPAR où certains députés « ont décidé d'ignorer les consignes du Président national du parti et ont apposé leur signature au mémorandum de stabilité ». Cette situation découlerait, selon **Midi Madagasikara**, des mésententes lors de la campagne électorale. Andry Rajoelina "aurait forcé les parlementaires à assurer le paiement des cautions et des fonds de campagne des candidats. » (**p.11**)
- Guy Rivo Randrianarisoa, député du TIM, réaffirme encore que son parti n'a pas vu le document et de ce fait ne l'a pas signé. Pour lui, le plus important n'est pas la signature ou non du mémorandum mais le développement du pays. (**Les Nouvelles p.8**)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





## LE REMANIEMENT DU GOUVERNEMENT RESTE EN SUSPENS

*Les avis divergent quant à la question du remaniement du gouvernement selon un article de Les Nouvelles. Certains membres du gouvernement ont fait part de leur position face à cette éventualité. Si le ministre du Tourisme, du Transport et de la Météorologie, Ulrich Andriatiana se dit ne pas s'inquiéter sur le sujet au nom de la démocratie et de l'alternance, son homologue en charge des projets présidentiels, Rivo Rakotovoao souligne que le Chef d'Etat et le Premier ministre sont les seuls à pouvoir statuer sur le sujet. Quant à l'ancien chef de Région d'Atsinanana, Alain Mahavimbina, il insiste sur le fait qu' « un remaniement n'est pas un événement » c'est un « simple changement d'une équipe ou de certains membres du gouvernement. Après les communales qui ont fait émerger un nouveau rapport de forces, il est peu probable que le Président puisse procéder à un remaniement. » Le journal s'est également enquis du point de vue l'ancien ministre de la communication, Gilbert Raharizatovo et du numéro du RDS (Renouveau Pour la Démocratie), Fetison Andrianirina. Pour le premier, le dialogue devrait prévaloir entre les deux institutions, quant au second, le Président devrait avoir besoin d'un gouvernement d'une grande coalition pour sortir et relever le pays après ces longues années de crise. (p.3)*

### Economie et société

#### PROCES DE JEAN PIERRE : VERDICT ATTENDU CE VENDREDI

*Le procès de l'étudiant meneur de grève, Jean Pierre Randrianamboarina s'est tenu hier au tribunal Anosy. Les journaux ont tenu à faire part des chefs d'inculpation retenus contre l'étudiant gréviste à savoir « attroupement sans autorisation, provocation des forces de l'ordre dans l'exercice de leur fonction, pillages, atteinte à la sûreté de l'Etat le 24 et le 31 Août. » Concernant le verdict, seul **L'Express de Madagascar** rapporte que « le verdict sera rendu ce jour », les autres journaux rappellent que le juge a décidé de ne rendre son verdict que vendredi prochain. **La Gazette de la Grande Ile** ajoute qu'au vu du déroulement du procès d'hier, les gens s'attendent déjà une décision de relaxe car il y a inconsistance du dossier d'accusation et absence de preuves et de témoins. (**L'Express de Madagascar p. 9, Midi Madagasikara p. 5 ; Les Nouvelles p.5 ; La Gazette de la Grande Ile p.3, La Vérité p.3. Madagascar Matin p.4.**)*

- *Comme l'événement a été au centre de l'actualité depuis lundi, il continue de défrayer la chronique ce jour. **L'Express de Madagascar et la Gazette de la Grande Ile** se sont focalisés sur les réactions de l'exécutif. Dans sa p.3, l'Express de Madagascar met en avant les propos de Rivo Rakotovoao, l'actuel l'intérim du PM. Celui-ci qualifie ce qui s'est passé de « honte pour la nation » », telle réaction « pourrait être considérée comme la première réaction de l'Etat ». Le ministre a su se garder de toute prise de position en mettant les deux parties en cause dans l'affaire « dans le même sac » commente le quotidien. Mais ce dernier trouve que malgré les explications des forces de l'ordre, elles ont piétiné les droits de l'étudiant lors de son arrestation. **La Gazette de la Grande Ile**, de son côté, interprète les propos de Rivo Rakotovoao comme une timide condamnation en ajoutant que le « le gouvernement devrait prendre des sanctions contre les soldats ayant violenté le jeune étudiant et contre sa hiérarchie pour violence non justifiée. » (**L'Express de Madagascar p.3, la Gazette de la Grande Ile p.5.**)*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



- *Par l'intermédiaire de son ambassade à Madagascar, les Etats-Unis n'ont pas manqué de condamner cet usage excessif de la force par certains membres de forces de l'ordre qu'ils considèrent comme contraires aux droits de l'Homme et aux principes de la liberté fondamentale, les Etats-Unis exhortent les autorités compétentes malgaches à ouvrir une enquête en profondeur sur cet incident. (Midi Madagasikara p.12 ; Les Nouvelles p.5, Malaza p.2 ; La Vérité p.3) S'insurgeant également contre cet acte de violence, le SECES dans un communiqué officiel paru dans Midi Madagasikara condamne l'utilisation exacerbée de la force par la gendarmerie sur l'étudiant. Les enseignants chercheurs ont clairement fait savoir qu'il y a eu « violation de la franchise universitaire » par les forces de l'ordre. (Midi Madagasikara p. 20)*
- **Les Nouvelles**, dans son éditto, clame qu'il faut dénoncer ces bavures policières, ces brutalités militaires, car le barbarisme n'a pas sa place à Madagascar, un pays qui se veut démocratique. Le journal conclut que le régime est « attendu au tournant sur sa position par rapport à ces actes de violence qui ne font que ternir davantage son image... si aucune mesure n'est prise » (p.3)
- *En rapportant les dires de l'Emmoreg, se justifiant face aux incriminations des sociétés civiles. L'Observateur accuse l'entité de mentir et de divaguer. Le journal s'indigne en entendant que ce genre d'arrestation musclée faisait partie des leçons ou des cours que les forces de l'ordre ont appris à l'école militaire ou de la gendarmerie, notamment celui de neutraliser rapidement l'homme à appréhender, de le faire très vite quitter à asséner des coups dans certains endroits du corps s'il résiste. Alors que Jean Pierre n'est ni un bandit ni un dahalo ni un fugitif pour valoir toute une armada d'Emmoreg. (p.3)*
- **La Gazette de la Grande Ile** a consacré trois articles différents pour traiter l'information se rapportant au cas de Jean Pierre. Le journal défend l'étudiant en disant que les preuves de son innocence sont indiscernables et très bien archivées sur les réseaux sociaux et les médias. Il martèle également que les forces de l'ordre ont semé en premier le désordre car c'est toujours à leur arrivée que les revendications pacifiques se transforment en affrontement. Le journal a aussi remarqué que Fatma Samoura s'est tue face à ces actes portant atteinte aux droits de l'Homme. « A chaque fois qu'un événement survient dans le pays, le Représentant résident des nations unies ne manque pas d'apporter son avis. Cette fois, le PNUD s'est abstenu de tout commentaire. » (p.3, p.5 et p.12)
- *Les partis politiques ont également eu leur mot à dire dans cette affaire. Le maître Hanitra Razafimanantsoa, se ralliant aux autres interventions, a fait savoir qu'« elle condamnait toute forme de violence de la part de qui que ce soit ». (Ma-Laza p.2). Le secrétaire général de l'association politique Vami Gaby Vakiniadiana, a été plus virulent dans ses propos. Il parle de « pratiques ridicules de l'Etat » et stigmatise ainsi les violences commises à l'endroit du jeune Jean Pierre comme étant des actes visant à piétiner la démocratie et la constitution. (Madagascar Matin p.2)*

## L'INSECURITE PREND DE L'AMPLEUR

La question de l'insécurité qui sévit dans plusieurs zones de l'île et en particulier celle qui fait rage dans les agglomérations urbaines attire l'attention du gouvernement. On lit d'ailleurs dans **Ma-Laza** et **Les Nouvelles** que le gouvernement, à travers une réunion spéciale mardi dernier, a évoqué le problème. En

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





effet il en va du développement même de Madagascar car « aucune activité agricole ne sera florissante dans cette atmosphère d'insécurité affirme le ministre de l'élevage Anthèlme Raparany. »

- Des cas inquiétants sont relatés dans plusieurs journaux. Outre la prolifération d'armes de guerres annoncée par **Les Nouvelles**. Comme preuve, les événements survenus dans la commune de Tandava (Alaotra Mangoro) lundi dernier, où un accrochage a eu lieu entre des gendarmes et trois bandits ainsi que ceux du 20 Août dernier à Sambava où des gendarmes ont découvert un fusil d'assaut et 37 cartouches ainsi qu'un fusil de chasse sur les membres d'un gang qui écumaient plusieurs zones de la localité ont été traités. L'insécurité grandissante ne concerne pas uniquement la population malgache selon **Ma-Laza**, les ressortissants étrangers résidents et en activité à Madagascar sont aussi victimes. Dernières victimes en date deux consuls honoraires. Un diplomate français, Jean Louis Minet est mort assassiné en mi-Août. Son cadavre a été découvert à Fianarantsoa où il résidait. A Antsiranana un autre diplomate, italien cette fois ci a été assassiné. Son cadavre a été découvert lundi dernier à Ankorikahely. Le journal amplifie la tension en concluant que « la peur au ventre gagne peu à peu du terrain aussi bien chez la population malgache que chez les ressortissants étrangers. » Mais **La Gazette de la Grande Ile** a rapporté l'issue positive de la situation en informant l'arrestation de la bande coupable de l'assassinat de l'Italien. (**Ma-laza p.2, La Gazette de la Grande Ile p.4 ; La Vérité p.3 ; Les Nouvelles p.4 ; Malaza p.2**)

#### INVESTISSEMENTS ETRANGERS : TOUT UN TRAVAIL DE LOBBYING AUPRES DU MEDEF

« La délégation malgache a rencontré le patronat français, hier. Le convaincre à investir à Madagascar était l'objectif » introduit **L'Express de Madagascar**. La partie malgache a mis en avant les opportunités d'investissement à Madagascar ainsi que toutes les réformes engagées par le gouvernement en matière de lutte contre la corruption, les trafics et autres améliorations des performances de l'administration publique. « L'opération de charme » menée par le Premier ministre et le ministre des Finances et du budget ainsi que son homologue de l'Environnement a été bétonnée par le témoignage d'investisseurs français rapporte le journal. 41 entreprises majoritairement françaises opérant dans le secteur bancaire, minier, pétrolier, études et conseil, télécommunication, transport maritime, etc. ont été présentes lors de cette rencontre. (**L'Express de Madagascar p.6, Midi Madagasikara p. 2**)

#### REOUVERTURE DU GROUPE TIKO EN PERSPECTIVE

Le fondateur de l'empire TIKO, Marc Ravalomanana est descendu hier au MAGRO Ankorondrano en vue de superviser les travaux de nettoyage du lieu, tombé en ruine depuis son incendie en 2009. En effet comme il a été annoncé lors de son retour de La Réunion, Marc Ravalomanana a envoyé une lettre en date du 28 Août 2015 au Président Hery Rajaonarimampianina pour lui faire part de la volonté de son groupe de payer les arriérés douaniers et fiscaux qui s'élèvent à 200 milliards d'ariary qu'il doit à l'Etat. (**Midi Madagasikara p.13 ; Les Nouvelles p.15**) Si la plupart des journaux se sont contentés de rapporter la raison de cette visite de Ravalomanana à Ankorondrano, **La Gazette de la Grande Ile** est le seul journal à se poser des questions sur le statut du terrain sur lequel se trouvent les ruines de la société. Le quotidien a rappelé qu'il s'agit d'un terrain appartenant à la Chambre de commerce et de l'Industrie d'Antananarivo mais le contrat de location ayant lié les deux parties a été résiliées suite au pillage de la société en 2009





où l'ex Président de la République a cessé d'honorer ses loyers. Selon l'actuel président du CCIA, Jean Martin Rakotozafy, le terrain d'Ankorondrano est redevenu propriété de la Chambre de Commerce suite à la décision du tribunal de première instance. (p.5)

### **9.5 MILLIONS DE DOLLARS DU PROJET PIC POUR LA RELANCE DU TOURISME**

Le projet PIC qui s'est associé avec le ministère du Tourisme, des transports et de la météorologie a mis à disposition du secteur tourisme un financement total de 9.5 millions de dollars. 6 millions seront destinés à la fédération des hôteliers et restaurateurs de Madagascar tandis que les 3.5 millions restants au transport aérien. **Midi Madagasikara** considère que cette donation constitue « une aubaine pour le secteur tourisme qui a jusqu'ici souffert du manque de financement ». (**Midi Madagasikara p.3 ; Les Nouvelles p.15, L'Observateur p.2**)

### **EMPLOYES DE LA JIRAMA : CERTAINS TRAVAILLENT, D'AUTRES EN GREVE**

Les caissiers au niveau des six agences de la société à Antananarivo se sont joint aux manifestations de l'intersyndical lundi dernier rapporte **Les Nouvelles**. Plus aucun agent de la JIRAMA ne vient effectuer les relevés de consommation auprès des abonnés ni remettre les factures ou encore effectuer les coupures d'eau et d'électricité en cas de non-paiement de facture. Malgré tout, les agences à Antananarivo ont ouvert mercredi dernier conformément à la note officielle de la direction générale de la société diffusée le jour d'avant. A ce sujet le leader de l'intersyndical, Oliva Andrianalimanana, déclare que « les employés qui travaillent depuis hier au niveau des agences ne sont pas des caissiers titulaires mais des chefs de service des agences. » Les employés poursuivront la grève générale à Ambohitatovo. (**Les Nouvelles p.15**) Concernant toujours le cas de la Jirama, l'affaire ambohimambola a été rapportée par le journal **Ma-Laza**. Le point a été mis sur l'envoi de l'affaire de la gestion de la centrale d'Ambohimambola à la chaîne pénale où une somme de 3.5 millions d'ariary relative à des soupçons de prestations fictives serait en jeu. (**Ma-Laza p.4**)

### **PARTICIPATION DE MADAGASCAR AU SALON MAGIC A LAS VEGAS**

Il s'agit d'une rencontre d'envergure internationale pour l'univers de la mode organisée deux fois par an. Cinq entreprises malgaches spécialisées dans le domaine de l'artisanat, du textile et des accessoires de mode ont pu participer à ce salon grâce à l'appui de la Chambre de commerce américaine. Il a été rapporté que les produits malgaches ont été très prisés par les Américains, les commandes en grand quantité ont même afflué. Face à cette grande opportunité, les sociétés qui œuvrent dans l'artisanat lancent un appel à l'endroit du ministère de la culture et de l'artisanat à prendre des mesures de protection face à la forte baisse des matières premières sur le marché local. En effet une grande partie de matières premières comme le raphia, la corne de zébu sont collectés en gros par des étrangers depuis des années (**Midi Madagasikara p.2, L'Express de Madagascar p.15**)

## **Format de couverture**

**La Gazette de la Grande île** consacre une page entière pour rapporter en photo la poursuite de la grève de l'intersyndical de la Jirama où on voit une banderole portant l'inscription « Le contrat de concession de 20 ans est une prison pour le pays ». Sur une autre photo on voit un huissier diligenté par les grévistes

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



pour négocier avec les forces de l'ordre qui les avait empêchés auparavant d'entrer dans l'enceinte de la société.

Le cas des universités publiques ont fait l'objet d'un dossier faisant une page entière dans **Madagascar Matin**. Le dossier se veut apporter une solution face à « l'agonie des Universités » qui sont victimes d'un changement radical de bord des enseignants chercheurs. En effet si le SECES d'antan observait des revendications axées vers la recherche de solution pour pallier à l'état chaotique de l'enseignement supérieur, le SECES d'aujourd'hui a « totalement oublié cette démarche. » La responsabilité des ministères dans le prolongement du conflit n'est pas en reste. Les solutions apportées par ceux-ci ne sont que temporaires car le dénouement réel se trouve dans une refondation des universités avec la mise en place d'un système de gestion plus rigoureuse et rationnelle. (Madagascar Matin p.5)

## Sport

### BIENTOT LA POLITIQUE NATIONALE DES SPORTS A L'ASSEMBLEE NATIONALE

La semaine prochaine le ministre des sports soumettra au conseil de gouvernement puis au conseil des ministres, ledit avant-projet de loi sur la politique nationale des sports avant de le transmettre à l'Assemblée Nationale pour examen et vote pendant la session extraordinaire de la Chambre basse prévue d'ici trois semaines. Selon **La Gazette de la Grande Ile** cette PNS devrait donner un nouveau souffle au sport malgache, en mettant une base juridique au développement du sport malgache. (p.11)

## Un peu d'humour



Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: [tiaray.randriamalala@eces.eu](mailto:tiaray.randriamalala@eces.eu)

Honorine RAMISARIVelo: [misa.ramisarivelo@eces.eu](mailto:misa.ramisarivelo@eces.eu)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

